

**Arrêté préfectoral complémentaire n° BE-2026-01-08 du ~~22~~ 22 JAN. 2026
modifiant l'arrêté d'autorisation n° PELREG 2015-05-02 du 5 mai 2015
au titre des installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE)
SAS LA MAROQUINERIE NONTRONNAISE
256 route de Saint-Martin-Le-Pin – 24300 NONTRON**

**La préfète de la Dordogne,
Chevalier de la Légion d'honneur,
Chevalier de l'ordre national du Mérite,**

- Vu** le code de l'environnement et notamment ses articles L.181-14, R.181-45 et R.181-46 ;
- Vu** le récépissé de déclaration n° 2007-013N du 26 juillet 2007 relatif à la création d'un atelier de travail du cuir délivré par la préfecture de la Dordogne ;
- Vu** l'arrêté préfectoral du 5 mai 2015 autorisant la SAS LA MAROQUINERIE NONTRONNAISE à exploiter une unité de fabrication d'articles de voyage, de maroquinerie et de sellerie sur la commune de NONTRON – 256 route de Saint-Martin-Le-Pin ;
- Vu** la notification notable portée à la connaissance de la préfète par la SAS LA MAROQUINERIE NONTRONNAISE le 22 décembre 2025 ;
- Vu** le rapport de l'inspection des installations classées du 13 janvier 2026 ;
- Vu** le courriel transmis à l'exploitant le 15 janvier 2026 pour lui permettre de formuler ses observations éventuelles sur le projet d'arrêté préfectoral complémentaire ;
- Vu** les observations de l'exploitant formulées par courriel du 16 janvier 2026 ;
- Considérant** que le projet de modification ne constitue pas une modification substantielle de l'autorisation environnementale au sens du I de l'article R.181-46 du code de l'environnement ;
- Considérant** que la nature et l'ampleur du projet de modification ne rendent pas nécessaires les consultations prévues par les articles R.181-18 et R.181-21 à R.181-32, ni la sollicitation de l'avis du conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques ;
- Considérant** qu'il y a lieu d'adapter l'autorisation environnementale pour tenir compte de la suppression des chaudières biomasse et gaz ;
- Sur** proposition du secrétaire général de la préfecture de la Dordogne ;

ARRÊTE

ARTICLE 1 - IDENTIFICATION

La SAS LA MAROQUINERIE NONTRONNAISE, SIRET n° 403 230 436 00046, dont le siège social est situé 256 route de Saint-Martin-Le-Pin – 24300 NONTRON, autorisée à exploiter une unité de fabrication d'articles de voyage, de maroquinerie et de sellerie à la même adresse, est tenue de respecter, dans le cadre des modifications des installations portées à la connaissance de la préfète, les dispositions des articles suivants.

ARTICLE 2 – ARTICLES MODIFIES

Article 2.1

Le tableau de l'article 3.2.2 « Conduits et installations raccordées » de l'arrêté préfectoral n° PELREG 2015-05-02 du 5 mai 2015 est remplacé par le tableau suivant :

n° de conduit	installations raccordées	puissance ou capacité	autres caractéristiques
1	12 ponceuses	12 x 1,1 kW	4 dépoussiéreurs

Article 2.2

Les dispositions de l'article 3.2.3 « Valeurs limites des concentrations dans les rejets atmosphériques » de l'arrêté préfectoral n° PELREG 2015-05-02 du 5 mai 2015 sont remplacées par les dispositions suivantes :

Dépoussiéreurs cuirs	Concentrations instantanées en mg/m ³
Poussières	100 mg/m ³ si le flux est < 1 kg 40 mg/m ³ si le flux est > 1 kg

Article 2.3

Les dispositions de l'article 7.2.5 « Moyens de lutte contre l'incendie » de l'arrêté préfectoral n° PELREG 2015-05-02 du 5 mai 2015 sont remplacées par les dispositions suivantes :

« L'installation est dotée de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques, notamment :

- d'un moyen permettant d'alerter les services d'incendie et de secours ;
- de plans des locaux facilitant l'intervention des services d'incendie et de secours avec une description des dangers pour chaque local, comme prévu à l'article 7.1.1 ;
- d'un ou plusieurs appareils d'incendie (prise d'eau, poteaux par exemple) d'un réseau public ou privé d'un diamètre nominal DN100 ou DN150 implantés de telle sorte que tout point de la limite de l'installation se trouve à moins de 100 mètres d'un appareil permettant de fournir un débit minima de 60 mètres cubes par heure pendant une durée d'au moins deux heures et dont les prises de raccordement sont conformes aux normes en vigueur pour permettre au service d'incendie et de secours de s'alimenter sur ces appareils. Les appareils sont distants entre eux de 150 mètres maximum (les distances sont mesurées par les voies praticables aux engins d'incendie et de secours). A défaut, une réserve d'eau d'au moins 120 mètres cubes destinée à l'extinction est accessible en toutes circonstances et à une distance de l'installation ayant recueilli l'avis des services départementaux d'incendie et de secours. Cette réserve dispose des prises de raccordement conformes aux normes en vigueur pour permettre au service d'incendie et de secours de s'alimenter et permet de fournir un débit de 60 m³/h. L'exploitant est en mesure de justifier au préfet la responsabilité effective des débits d'eau ainsi que le dimensionnement du bassin de stockage ;
- d'extincteurs répartis à l'intérieur des locaux, sur les aires extérieures et les lieux présentant des risques spécifiques, à proximité des dégagements, bien visibles et facilement accessibles. Les agents d'extinction sont appropriés aux risques à combattre et compatibles avec les produits stockés ;

- de robinets d'incendie armés répartis au sein du local de stockage des peaux ;
- d'un moyen d'alerte (système de sécurité incendie de catégorie A avec alarme de type 1) et permanence sur site ou report ou sur un PC centralisé extériorisé ;
- d'un moyen permettant d'alerter les services d'incendie et de secours ;
- d'un bassin de réserve incendie de 380 m³.

Les moyens de lutte contre l'incendie sont capables de fonctionner efficacement quelle que soit la température de l'installation et notamment en période de gel. L'exploitant s'assure de la vérification périodique et de la maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie au moins une fois par an conformément aux référentiels en vigueur.

Les tuyauteries transportant des fluides dangereux ou insalubres et de collecte d'effluents pollués ou susceptibles de l'être sont étanches et résistent à l'action physique et chimique des produits qu'elles sont susceptibles de contenir. Elles sont convenablement entretenues et font l'objet d'examens périodiques appropriés permettant de s'assurer de leur bon état. »

ARTICLE 3 – PRESCRIPTIONS SUPPRIMÉES

L'article 7.2.2 « Chaufferie(s) » de l'arrêté préfectoral n° PELREG 2015-05-02 du 5 mai 2015 est supprimé.

Le TITRE 8 « Conditions particulières applicables à certaines installations de l'établissement » de l'arrêté préfectoral n° PELREG 2015-05-02 du 5 mai 2015 est supprimé.

Les 2° et 3° alinéas de l'article 9.2.1.1 « Autosurveillance des rejets atmosphériques » de l'arrêté préfectoral n° PELREG 2015-05-02 du 5 mai 2015 sont supprimés.

ARTICLE 4 – PUBLICITÉ

Conformément à l'article R.181-44 du code de l'environnement, en vue de l'information des tiers :

- une copie du présent arrêté est déposée à la mairie de NONTRON et peut y être consultée ;
- un extrait de cet arrêté est affiché dans cette mairie pendant une durée minimum d'un mois ; procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité est dressé par les soins de la maire et adressé à la préfecture de la Dordogne ;
- l'arrêté est publié sur le site internet des services de l'État en Dordogne pendant une durée minimale de quatre mois.

ARTICLE 5 – DÉLAIS ET VOIES DE RECOURS

En application de l'article L.514-6 du code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée à la juridiction administrative compétente, le tribunal administratif de Bordeaux sis 9 rue Tastet - 33000 BORDEAUX, dans les délais prévus à l'article R.514-3-1 du même code :

- par l'exploitant, dans un délai de deux mois à compter du jour où la décision leur a été notifiée ;
- par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L.211-1 et L.511-1 dans un délai de deux mois à compter du premier jour de la publication ou de l'affichage de ces décisions.

Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site internet « www.telerecours.fr ».

Tout recours administratif ou contentieux doit être notifié à l'auteur et au bénéficiaire de la décision, à peine, selon le cas, de non prorogation du délai de recours contentieux ou d'irrecevabilité. Cette notification doit être adressée par lettre recommandée avec accusé de réception, dans un délai de quinze jours francs à compter de la date d'envoi du recours administratif ou du dépôt du recours contentieux (article R.181-51 du code de l'environnement).

ARTICLE 6 – NOTIFICATION ET EXECUTION

Le secrétaire général de la préfecture de la Dordogne, le sous-préfet de l'arrondissement de NONTRON, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de la région Nouvelle-Aquitaine (N-A), l'inspection des installations classées de l'unité bi-départementale Dordogne – Lot-et-Garonne de la DREAL N-A, la maire de la commune de NONTRON, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie sera adressée à la SAS LA MAROQUINERIE NONTRONNAISE.

Périgueux, le **22 JAN. 2026**

La préfète,

**Pour la Préfète et par délégation,
le Secrétaire Général**

Bertrand DUCROS